



## Financer la liberté d'expression: Perceptions et réalité dans un paysage en mutation



Au début de cette année, Center for International Media Assistance (CIMA) et l'Échange international de la liberté d'expression (IFEX) ont lancé conjointement un projet d'étude visant à analyser les variations dans les modalités de financement des activités internationales pour la liberté d'expression. Vingt et un des principaux bailleurs de fonds ont répondu à une enquête que huit entretiens plus approfondis et des travaux de recherche sur les tendances en Europe et aux États-Unis sont venus compléter.

Ce rapport s'appuie sur des recherches antérieures de l'IFEX menées en 2009 et publiées sous le titre *Sources de financement pour les organismes de défense du droit à la liberté d'expression: rapport d'une enquête menée auprès des membres de l'IFEX*. Ce document de 2009 présentait des données recueillies à la suite d'une enquête auprès de plus de soixante organismes militant pour la liberté d'expression, tous membres du réseau de l'IFEX.

Cette étude de 2009 a révélé que les membres de l'IFEX avaient beaucoup de difficulté à obtenir des ressources élémentaires sous la forme de subventions opérationnelles, par opposition aux subventions ponctuelles pour des projets spécifiques. Leurs perceptions indiquaient que la communauté des bailleurs de fonds, qui finance expressément la liberté d'expression, se resserrait. Les membres de l'IFEX ont, par ailleurs, déclaré que leurs plus grands défis consistaient à répondre aux priorités changeantes des bailleurs de fonds et à trouver un équilibre acceptable entre les priorités de leurs programmes et celles des bailleurs de fonds.

En 2011, la communauté des bailleurs de fonds a eu la possibilité de répondre à ces perceptions. Cette étude enregistre les réactions auprès d'un échantillon de 21 bailleurs de fonds importants, représentant un large éventail de fondations privées, d'agences gouvernementales et d'organismes d'aide multilatérale en Amérique du Nord et en Europe. Elle révèle une contradiction importante : le montant global des subventions en aide à la liberté d'expression semble effectivement avoir augmenté au cours des dernières années. Toutefois, trois facteurs sont venus tempérer cet afflux de nouveaux fonds :

- Le nombre d'organisations travaillant sur la liberté d'expression a considérablement augmenté.
- Un segment important du financement est dirigé vers les organisations et les activités récentes et non conventionnelles (en particulier celles concernant la liberté d'expression sur Internet).
- Des restructurations conséquentes ont temporairement interrompu les processus administratifs de plusieurs grands bailleurs de fonds.

Bien que de nombreuses initiatives récentes semblent très prometteuses, ces changements soudains pourraient s'avérer préjudiciables aux organismes déjà établis et dont l'expertise pourrait devenir très précieuse au développement de ces nouvelles organisations.

## Constatations

Sept constats principaux sont ressortis de cette étude :

1. Le montant global de subventions consacrées à la liberté d'expression a augmenté et non pas diminué, au cours des cinq dernières années. Sur les 20 bailleurs de fonds qui ont répondu à la question concernant le niveau de financement au cours de cette période, seuls 15 pour cent ont déclaré que leur soutien à la liberté d'expression avait fléchi, alors que 45 pour cent ont déclaré que leur niveau de financement avait augmenté et que pour 40 pour cent d'entre eux leur soutien restait inchangé.
2. Cependant, dans la situation actuelle, il est impossible de mesurer de façon concluante le montant global de subventions dédiées à la liberté d'expression. Les bailleurs de fonds eux-mêmes ont du mal à définir le montant annuel qu'ils consacrent spécifiquement à la liberté d'expression, car ces activités font souvent partie de programmes plus vastes et sont répertoriées sous un grand nombre de catégories. Cette situation devrait toutefois s'améliorer avec la numérisation de leur base de données et la facilité avec laquelle une activité pourra être classée sous différentes catégories.
3. Les mutations du paysage politique d'un pays donné a un impact majeur pour déterminer si, comment, combien et quel type d'activités pour la liberté d'expression sera subventionné. Ces variables peuvent comprendre non seulement l'idéologie générale du parti au pouvoir, mais également d'autres facteurs déterminants comme la politique commerciale et les questions de sécurité intérieure.
4. De nombreux bailleurs de fonds ont essayé un revers lors de la crise économique mondiale de 2008. Dans plusieurs cas, cette pression les a conduits à supprimer des programmes, réduire le montant des subventions, réviser les ententes de partenariats avec les bénéficiaires, et à redéfinir leur concentration géographique.
5. La communauté des bailleurs de fonds de la liberté d'expression est en pleine évolution : des nouveaux apparaissent, alors que certains partisans de longue date se retirent ou revoient leurs priorités.
6. Les réorganisations structurelles et internes sont monnaie courante aussi bien chez les bailleurs de fonds privés que gouvernementaux. Ces changements désorientent les agents de programme autant que les ONG. Au cours d'une période de transition, il peut devenir particulièrement difficile pour les bénéficiaires de prendre contact et de maintenir une relation avec les agents de programme et réciproquement. Beaucoup de ces changements impliquent des réductions d'effectifs; il y a donc moins d'agents pour traiter les demandes de subvention, et ces agents sont d'autant plus surmenés lorsque les budgets d'assistance augmentent.
7. D'un côté, le secteur de la liberté d'expression s'est développé avec l'arrivée de nouveaux organismes se consacrant à la liberté d'expression numérique, mais de l'autre, le chevauchement des missions entre les organismes établis et les groupes émergents axés sur la technologie et les droits de la personne a rendu le secteur bien plus complexe.

CIMA et l'IFEX espèrent que ce rapport proposera de nouvelles perspectives et de nouvelles informations sur l'évolution du paysage qui permettront de poursuivre le dialogue entamé entre les organismes de la libre expression et les bailleurs de fonds dans la poursuite de leurs idéaux communs.

*Financer la liberté d'expression: Perceptions et réalité dans un paysage en mutation* est publié par Center for International Media Assistance (CIMA). Le Centre est une initiative de la Fondation Nationale pour la Démocratie (NED) qui vise à renforcer le soutien, accroître la visibilité et à améliorer l'efficacité des programmes d'aide aux médias par la mise à disposition d'information, le renforcement des réseaux, la recherche, et en soulignant le rôle indispensable des médias indépendants dans la création et le développement des démocraties durables du monde entier. Un aspect important du travail de CIMA est de susciter l'intérêt et l'appui du secteur privé états-unien au développement des médias internationaux.

CIMA convoque des groupes de travail et de discussions, ainsi que des tables rondes sur divers sujets concernant l'aide et le développement des médias. Le Centre publie également des rapports et des recommandations fondées sur les synthèses des discussions des groupes de travail et d'autres enquêtes. Ces rapports ont pour objectif de fournir aux décideurs, ainsi qu'aux bailleurs de fonds et aux praticiens, des idées pour renforcer l'efficacité de l'aide aux médias. Pour plus d'informations sur CIMA, visitez <http://cima.ned.org>.

L'Échange international de la liberté d'expression (IFEX) est un réseau mondial dynamique qui surveille, fait la promotion et défend la liberté d'expression à travers le monde. Fondé en 1992 à Montréal au Canada, l'IFEX compte aujourd'hui plus de 90 organisations indépendantes dans plus de 60 pays ([www.ifex.org](http://www.ifex.org)). L'IFEX accroît la portée du travail de ses membres en créant des opportunités singulières leur permettant de renforcer leurs capacités, de participer à des actions revendicatrices conjointes et d'améliorer leur visibilité.